

[97/12159]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives de travailleurs. — Place vacante d'un conseiller social effectif au titre de travailleur employé à la cour du travail d'Anvers, en remplacement de M. Janssens, Antoon, à partir du 18 septembre 1997

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

[97/12157]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives de travailleurs. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au tribunal du travail d'Anvers, en remplacement de M. Martinus De Volder, à partir du 12 mai 1997

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait de naissance pour chacun des candidats présentés.

[97/12154]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives de travailleurs. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au tribunal du travail d'Anvers, en remplacement de Mme Rens, Lutgart

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du Travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

[97/12159]

Arbeidsgerichten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. — Openstaande plaats van een werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-bediende, bij het arbeidshof te Antwerpen, t.v.v. de heer Janssens, Antoon, vanaf 18 september 1997

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerichten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

[97/12157]

Arbeidsgerichten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider, bij de arbeidsrechtbank te Antwerpen, t.v.v. de heer Martinus De Volder, vanaf 12 mei 1997

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerichten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

[97/12154]

Arbeidsgerichten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider, bij de arbeidsrechtbank te Antwerpen, t.v.v. Mevr. Rens, Lutgart

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerichten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[S - C - 97/14045]

22 JANVIER 1997. — Règlement d'ordre intérieur du Conseil de Direction du Ministère des Communications et de l'Infrastructure. — Remplace le règlement d'ordre intérieur du 7 septembre 1993

Article 1^{er}. Le secrétaire général et les directeurs généraux sont membres du conseil de direction. Seuls ces membres ont voix délibérative.

Conformément aux dispositions de l'article 54, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, portant le statut des agents de l'état, le conseil de direction est présidé par le secrétaire général. Le président désigne le membre du conseil qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[S - C - 97/14045]

22 JANUARI 1997. — Huishoudelijk reglement van de Directieraad van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur. — Vervangt het huishoudelijk reglement van 7 september 1993

Artikel 1. De secretaris-generaal en de directeursgeneraal zijn lid van de directieraad. Zij alleen hebben stemrecht.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 54, 3e lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijks personeel, wordt de directieraad door de secretaris-generaal voorzeten. De voorzitter wijst het lid van de raad aan dat hem in geval van afwezigheid of van verhindering vervangt.

L'adjoint bilingue du chef d'une administration n'est pas membre du conseil de direction. Il ne participe aux réunions du conseil que si le chef de l'administration auquel il est adjoint est présent.

Art. 2. Le conseil de direction se réunit au moins quatre fois par an, soit à l'initiative du président ou, le cas échéant, à l'initiative de son remplaçant, soit sur demande écrite et signée par au moins deux membres.

Art. 3. Les convocations émanent du président.

Elles contiennent l'ordre du jour, les notes succinctes et les documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour.

Les points à soumettre au conseil, ainsi que les documents y afférents doivent parvenir au secrétariat au moins dix jours ouvrables avant la réunion.

Un point de l'ordre du jour pour lequel les documents n'auraient pas été envoyés à temps ne pourra être examiné en séance que dans les cas exceptionnels et moyennant l'accord de tous les membres.

Des points requérant une décision ne peuvent faire partie des "divers", cette rubrique a un caractère exclusivement informatif.

La convocation et les documents doivent être adressés aux membres et aux adjoints bilingues au moins cinq jours ouvrables avant la réunion.

Dès que les convocations sont expédiées, les membres du conseil peuvent consulter auprès du secrétariat tous les documents et dossiers administratifs concernant les points repris à l'ordre du jour.

Les adjoints bilingues peuvent uniquement consulter, au secrétariat, les documents et dossiers administratifs concernant les points repris à l'ordre du jour et qui ont trait à l'administration où ils sont adjoints bilingues.

Aucun document relatif à un point pour lequel un membre ou un adjoint bilingue a un intérêt personnel ne lui est adressé.

Art. 4. A l'initiative du président ou du fonctionnaire dirigeant de l'administration concernée, le conseil peut marquer son accord pour que d'autres personnes participent à la présentation d'un dossier.

Elles n'ont pas voix délibérative.

Art. 5. Le conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres sont présents.

En outre, au moins un membre de chaque rôle linguistique ayant voix délibérative doit être présent.

Les membres unilingues auxquels un adjoint bilingue a été désigné, sont assistés par cet adjoint au cours de la réunion.

Le président vérifie si les conditions pour pouvoir délibérer valablement sont remplies.

Si le quorum n'est pas atteint, le conseil peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement, sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Les membres empêchés ne peuvent donner procuration.

L'adjoint bilingue ne peut intervenir en séance que lorsque sa propre administration est concernée ou à la demande du directeur général auquel il est adjoint.

Art. 6. Les décisions sont motivées et prises à la majorité des voix exprimées sans tenir compte des abstentions.

Le vote s'effectue à la main levée, à moins que le vote secret ne soit exigé. Sauf en cas de vote secret, le président invite le membre qui s'abstient ou qui vote contre à motiver son vote; la motivation doit être consignée dans le procès verbal.

Conformément aux dispositions de l'article 54, alinéa 4 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 cité à l'article 1^{er} "Toute décision individuelle prise à l'égard d'un agent par le conseil de direction a lieu au scrutin secret".

De tweetalige adjunct van het hoofd van een bestuur is geen lid van de directieraad. Hij neemt slechts deel aan de vergaderingen van de raad wanneer het hoofd van het bestuur waar hij aan toegevoegd is, aanwezig is.

Art. 2. De directieraad vergadert ten minste vier maal per jaar, hetzij op initiatief van de voorzitter of, indien daar reden toe is, op initiatief van zijn plaatsvervanger, hetzij op het ondertekend schriftelijk verzoek van ten minste twee leden.

Art. 3. De oproepingen gaan uit van de voorzitter.

Zij bevatten de agenda, de bondige nota's en de documentatie met betrekking tot de op de agenda vermelde aangelegenheden.

De aan de directieraad voor te leggen aangelegenheden, samen met de bijhorende documentatie, moeten minstens tien werkdagen vóór de vergadering bij het secretariaat toekomen.

Een agendapunt waarvoor de documenten niet tijdig ter beschikking zijn, kan slechts uitzonderlijk en met het akkoord van alle leden ter zitting worden besproken.

Onderwerpen die een beslissing vergen, horen niet thuis onder de diversen, deze rubriek heeft enkel een informatief karakter.

De oproeping en de documenten moeten minstens vijf werkdagen vóór de vergadering aan de leden en aan de tweetalige adjuncten opgezonden worden.

Zodra de oproepingen verzonden zijn, mogen de leden van de raad alle documenten en administratieve dossiers betreffende de op de agenda opgenomen aangelegenheden bij het secretariaat raadplegen.

De tweetalige adjuncten kunnen enkel de documenten en administratieve dossiers betreffende de op de agenda opgenomen aangelegenheden die betrekking hebben op het bestuur waar zij tweetalig adjunct zijn, raadplegen bij het secretariaat.

Er worden geen stukken toegezonden aan een lid of aan een tweetalige adjunct betreffende punten waarin hij een persoonlijk belang heeft.

Art. 4. Op initiatief van de voorzitter of van de leidinggevende ambtenaar van de betrokken administratie kan de raad ermee instemen dat andere personen deelnemen aan de voorstelling van een bepaald dossier.

Zij zijn niet stemgerechtigd.

Art. 5. De raad kan slechts geldig beraadslagen indien de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

Bovendien moet minstens één stemgerechtigd lid van elke taalrol aanwezig zijn.

De ééntalige leden voor wie een tweetalig adjunct werd aangewezen, worden tijdens de vergadering door deze adjunct bijgestaan.

De voorzitter gaat na of aan de voorwaarden om geldig te kunnen beraadslagen voldaan is.

Indien het quorum niet bereikt wordt kan de raad, na een tweede bijeenroeping, geldig beraadslagen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Er worden geen volmachten aanvaard van verhinderde leden.

De tweetalig adjunct mag enkel tussenkomen in de vergadering wanneer het zijn eigen bestuur betreft of op verzoek van de directeur-generaal aan wie hij toegevoegd is.

Art. 6. De beslissingen worden gemotiveerd en genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen, de onthoudingen niet meegerekend.

De stemming heeft plaats bij handopsteking, tenzij de geheime stemming vereist is. Behalve bij geheime stemming nodigt de voorzitter het lid dat zich onthoudt of tegen stemt uit om zijn stemgedrag te motiveren; de motivering wordt in de notulen vastgesteld.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 54, 4e lid van het in artikel 1 aangehaalde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 "gebeurt elke individuele beslissing door de directieraad genomen ten opzichte van een ambtenaar, bij geheime stemming. »

En cas de partage des voix :

la voix du président est prépondérante lorsque le vote n'a pas lieu au scrutin secret;

quand le scrutin secret concerne des points sur lesquels les membres doivent émettre un vote positif ou négatif (sauf abstention) :

- la proposition est rejetée si elle est au désavantage de l'agent;
- la proposition est acceptée si elle est à l'avantage de l'agent.

Si le scrutin secret lors d'une procédure de promotion, fait apparaître un ex aequo, un deuxième tour de scrutin est organisé.

Si après ce deuxième tour de scrutin, les candidats sont toujours ex aequo, la proposition à l'autorité investie du pouvoir de nomination mentionne cet ex aequo.

Art. 7. En matière disciplinaire, lorsqu'un membre du conseil est intervenu à quelque titre que ce soit dans la proposition provisoire de peine, il ne peut prendre part à l'instruction ni aux délibérations ni au vote sur la proposition définitive de peine. Il/elle quitte momentanément la séance.

Art. 8. Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, "les candidats à un emploi sont classés selon leurs mérites et leurs titres ainsi que selon leur aptitude à exercer l'emploi à attribuer".

Art. 9. Les personnes présentes lors d'une réunion du conseil et qui sont candidates à une promotion ou à un changement de grade ou qui peuvent être parties intéressées quittent la séance pendant le traitement du point qui les concerne.

Art. 10. Le conseil désigne deux secrétaires, de rôle linguistique différent parmi les fonctionnaires de niveau 1.

Les secrétaires :

remplissent leur mission sous l'autorité et la direction du président;

rédigent les procès verbaux des séances;

transmettent les avis et décisions du conseil aux autorités compétentes sous la signature du président;

sont responsables des archives.

Art. 11. Les membres disposent de 5 jours calendriers, pour adresser au secrétariat leurs remarques écrites sur le projet de procès-verbal.

Le projet de procès-verbal est approuvé à la réunion suivante.

Art. 12. Les procès-verbaux des réunions sont signés par le président et les secrétaires en fonction. Ils sont transmis en copie à chaque membre du conseil et aux adjoints bilingues.

Toutefois, les procès-verbaux concernant la délibération sur des points auxquels un membre ne pouvait pas participer, en raison d'un intérêt personnel, ne seront pas transmis à ce membre.

Art. 13. Le membre qui ne peut participer à la réunion prévient sans retard le secrétariat.

Ce membre peut communiquer ses remarques ou avis au président qui les portera à la connaissance des autres membres avant le début de la discussion sur les points concernés.

Art. 14. Les convocations, les notes introductives ou explicatives concernant les affaires du personnel ainsi que les procès-verbaux s'y rapportant sont transmis aux membres en français et en néerlandais.

Art. 15. Le président, les membres et toute personne associée aux activités du conseil sont liées par le secret en ce qui concerne les débats et délibérations.

Bruxelles, le 22 janvier 1997.

Les secrétaires,
V. Lemoine, M. Roman.

Le président,
R. De Borger.

Bij staking van stemmen zal :

de stem van de voorzitter beslissend zijn bij een niet-geheime stemming;

bij geheime stemming omtrent zaken waar enkel een positieve of negatieve stem (met uitzondering van de onthouding) kan worden uitgebracht :

- het voorstel als verworpen worden beschouwd wanneer het in het nadeel van de persoon uitvalt;
- het voorstel als aanvaard worden beschouwd wanneer het in het voordeel van een persoon uitvalt.

Indien er zich bij een geheime stemming naar aanleiding van een bevorderingsprocedure, een ex aequo voordoet, wordt er een tweede keer gestemd.

Wanneer na deze tweede stemronde de kandidaten ex aequo blijven, gebeurt de voordracht bij de tot benoemen bevoegde overheid met behoud van dit ex aequo.

Art. 7. Wanneer in tuchtzaken een lid van de raad, in welke hoedanigheid dan ook, meegewerkt heeft aan het voorlopige strafvoorstel, mag dit lid noch deelnemen aan het onderzoek noch aan de beraadslagingen en aan de stemming omtrent het definitieve strafvoorstel. Hij/zij verlaat tijdelijk de zitting.

Art. 8. Overeenkomstig de rechtspraak van de Raad van State worden de "kandidaten voor een vacante betrekking gerangschikt volgens hun titels en hun verdiensten alsmede volgens hun geschiktheid voor de te begeven betrekking".

Art. 9. De op de vergadering van de raad aanwezige personen die kandidaat zijn voor een bevordering of graadverandering of die mogelijk belanghebbende partij kunnen zijn verlaten de vergadering tijdens de behandeling van het punt dat hen aanbelangt.

Art. 10. De raad wijst twee secretarissen van een verschillende taalrol aan onder de ambtenaren van niveau 1.

De secretarissen :

vervullen hun opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter;

stellen de notulen op van de vergaderingen;

delen de adviezen en beslissingen van de raad mede aan de bevoegde overheden onder de handtekening van de voorzitter;

zijn verantwoordelijk voor het archief.

Art. 11. De leden beschikken over 5 kalenderdagen om hun schriftelijke opmerkingen op de ontwerpnotulen bij het secretariaat te laten toekomen.

De ontwerpnotulen worden goedgekeurd op de volgende vergadering.

Art. 12. De notulen van de vergadering worden ondertekend door de voorzitter en de fungerende secretarissen. Een afschrift ervan wordt aan elk lid van de raad en de tweetalige adjuncten toegezonden.

Evenwel zullen de notulen betreffende de beraadslaging over punten waaraan een lid, omwille van het feit dat het daarbij een persoonlijk belang had, niet kon deelnemen niet aan dat lid worden toegezonden.

Art. 13. Het lid dat de vergadering niet kan bijwonen verwittigt onverwijld het secretariaat.

Dit lid kan zijn opmerkingen of adviezen mededelen aan de voorzitter die ze ter kennis van de andere leden brengt vooraleer de discussie van de bedoelde aangelegenheden aan te vatten.

Art. 14. De oproepingen, de inleidende of verklarende nota's in de personeelszaken alsook de notulen daarvan worden in het Nederlands en in het Frans naar de leden gezonden.

Art. 15. De voorzitter, de leden en iedere persoon die betrokken werd bij de werkzaamheden van de raad zijn tot geheimhouding verplicht omtrent de debatten en beraadslagingen.

Brussel, 22 januari 1997.

De secretarissen,
V. Lemoine, M. Roman.

De voorzitter,
R. De Borger.